



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 7 octobre 2019

Immigration : Macron insulte les classes populaires

Le débat sur l'immigration voulu par Macron s'ouvre lundi à l'Assemblée nationale, mercredi au Sénat. Mais Macron veut surtout qu'on en parle... partout. Haï, Macron a décidé de chasser sur les terres des Le Pen, espérant sans doute se rétablir dans l'opinion populaire. Avant de s'en prendre à nouveau à ces mêmes classes populaires. Il croit peut-être que nous n'avons pas vu qu'il est sourd à nos problèmes dès lors qu'il s'agit de salaires, de retraites, de services publics !

Désintox : « La France premier pays européen pour les demandeurs d'asile ? »

Macron et ses scribouilleurs prétendent qu'elle est en passe de le devenir. C'est honteusement mensonger. Quand on compare ce qui est comparable, la France est au 11^e rang européen pour le nombre de demandes d'asile par million d'habitants, et même au 15^e rang par rapport aux richesses produites (PIB). Sur 28. Pas de quoi se vanter !

Macron veut réduire l'Aide médicale d'État

Macron pointe l'Aide médicale d'État (AME) dont on nous serine qu'elle frise le milliard d'euros, que la France est la seule à prévoir un tel dispositif trop « attractif ». Mensonges encore ! La France est le seul pays à avoir osé mettre ce budget à part, comme pour le pointer du doigt ! Ailleurs, on soigne aussi les migrants, mais dans les dispositifs ordinaires, c'est tout. Les soigner relève d'ailleurs non seulement d'un minimum de solidarité humaine, mais c'est indispensable : diminuer l'AME, c'est précipiter les migrants malades aux urgences, ce qui coûterait 50 % plus cher. Et ne pas les soigner, c'est tout simplement prendre un risque sanitaire pour tout le monde : les trois principales causes d'hospitalisation des migrants sont la tuberculose, le SIDA et les accouchements sous césarienne.

Que faudrait-il faire ? Laisser mourir les tuberculeux, les porteurs du VIH ou les mères dont l'accouchement est difficile sous prétexte qu'il s'agit de migrants sans papiers ? Macron dit vouloir agir « avec fermeté et humanité » ! Sa fermeté, on connaît, elle « crève les yeux », comme l'ont scandé les Gilets jaunes. Quant à son humanité, consiste-t-elle à laisser les camps de migrants coincés sur les bretelles du périphérique parisien, par tous les temps, avec des familles entières vivant dans des conditions d'insalubrité honteuses ?

Oser employer les mots humanisme ou humanité devrait brûler la bouche de Macron et ses sbires !

Calculs crapuleux

Mais Macron n'est pas seulement en quête d'une hausse dans les sondages pour de petits calculs électoraux. Il voudrait avoir les coudées franches pour s'en prendre à toutes les classes populaires avec les réformes qu'il a prévues, à commencer par celle des retraites.

Et aussi durcir les conditions d'immigration parce car il sait très bien que la politique que mènent les grandes puissances comme la France ne peut que jeter sur les routes des masses toujours plus nombreuses de réfugiés : les guerres pour dominer tel marché des matières premières (comme ces terres rares présentes dans les éoliennes, les smartphones, les ordinateurs et les batteries des voitures « écolos » et qui sont concentrées au Congo), le dérèglement climatique provoqué par leurs industriels pollueurs ne peuvent que multiplier les déplacements de populations qui fuient leur région devenu invivable.

Les chefs d'Etat comme Macron veulent que les patrons puissent choisir leurs migrants et que les autres restent cantonnés loin de l'Europe : car les principaux pays d'accueil des migrants ne sont pas en Europe mais en Afrique. Et, quand ils sont parqués dans des camps proches de l'Europe ou en Europe, il s'agit de la Turquie, de la Grèce, de Malte, de Chypre d'où ils ne peuvent sortir du fait des règles dites « de Dublin ».

Si on ne le savait pas, on en a la confirmation : il n'y a pas de grosses différences entre un Macron et une Le Pen, prêts à toutes les bassesses démagogiques.

C'est qui les casseurs ?

Quelques jours après Fantômas Senard, venu à Lardy il y a 15 jours sans rencontrer de salariés, nous avons eu le droit à la visite de la directrice des Essais, venue annoncer la fin des bancs Mono. Pas plus courageuse que son Président, elle n'est pas descendue de sa voiture quand des salariés inquiets l'ont interceptée à la sortie du CSE.

À force de casser nos emplois et nos conditions de travail, tous ces grands directeurs finissent par voir des casseurs partout. Même si on est toujours moins violents qu'eux, il faut qu'ils sachent qu'on ne va pas se laisser faire.

« Investissez-vous dans le travail », qu'ils disaient...

Lors de son passage au CSE de Lardy, la directrice des Essais a annoncé que l'aile de bancs L39D n'allait plus recevoir d'investissements. Les salariés FEV de ces bancs sont bien contents de savoir que Renault compte sur eux pour sortir les essais EU6d-full, pour ensuite les jeter comme des kleenex. Mais pour ne pas avoir que leurs yeux pour pleurer, il faudra qu'ils s'organisent et appuient tous ensemble sur le bouton rouge de la grève.

C'est un bon moyen de se faire respecter... surtout quand leur boulot est absolument nécessaire pour la sortie des nouveaux moteurs.

Ils sont déjà forts de CAFE...

Le 20 septembre dernier, l'Intranet retransmettait un amphi « In The Loop » où les responsables Renault de l'objectif CAFE (95g/km en moyenne d'émissions de CO2 par constructeur) quémandaient des bonnes idées pour atteindre leur objectif. C'est vrai que leurs idées de supprimer les barres de toit et la roue de secours des options pour les passer à l'après-vente font tout de suite penser aux « optimisations » des émissions de NOx sur les cycles NEDC. Un impact pour l'homologation mais pas grand-chose pour la pollution réelle. Les voilà bien partis, on attend le prochain scandale !

Mais comme les véritables solutions risquent de réduire le sacro-saint profit, les patrons ont déjà décidé pour nous que ce n'était pas la peine de travailler dessus.

Tout changer pour que rien ne change

L'électrique, c'est la révolution. La Zoé Néó, elle est toute nouvelle. Mais ce qui ne change pas, ce sont les développements avec des moyens et des délais toujours réduits. Renault doit donc lancer une vaste opération urgente de reflashage de 2000 à 3000 Zoé. Alors, ils sont vraiment sûrs nos grands patrons que nos métiers sont amenés à disparaître et qu'on doit craindre pour notre avenir ? Quand il s'agit de sauver leurs KPI et leurs primes qui en découlent, ils savent à quelle porte sonner...

Un prix qui n'a rien de logique-stique

Renault vient de recevoir un prix pour récompenser sa Logistique (« Supply Chain ») en raison de ses efforts de réduction des émissions CO2 des activités Fret. Tout cela alors que les Clio, Twingo, Dacia, etc. vendues en Europe Occidentale sont produites en Turquie, Slovaquie et Roumanie puis acheminées par des transports très polluants.

Et on ne parle pas encore des Kwid électriques qui seraient vendues en Europe mais... produites en Chine.

Pour les grands patrons, il n'y a pas de petits profits

Tous les moyens sont bons pour compenser la baisse du Free cash flow, alors Renault ne recule devant rien : à Douai, la direction organise des visites de l'usine à bord d'un véhicule électrique, histoire de faire plus écolo... Mais rien n'est gratuit en ce bas monde : pour aller voir dans quelles conditions bossent les salariés, il faudra payer 12 € le ticket... Voilà qui va renflouer les caisses !

Ghosn, lui, avait droit à sa visite gratuite au château de Versailles, voire même un peu plus...

PSA Mulhouse : non aux licenciements déguisés

La direction de l'usine PSA a prévu de diminuer l'activité sur le site de Mulhouse en déplaçant la production à Vigo (Espagne). C'est toujours le même chantage à l'emploi : alors qu'ils font des profits records, il faudrait accepter des sacrifices pour être « compétitifs » par rapport aux autres sites. À Mulhouse, ce sont plus de 1000 postes d'intérimaires qui vont être supprimés d'ici début 2020. Pas de licenciements dit la direction, qui se sert des intérimaires comme d'une variable d'ajustement. Mais ce sont bien 1000 salariés qui vont se retrouver au chômage.

Il y a largement de quoi partager le travail entre tous. Et alors qu'on parle de retraites, il faudrait laisser partir les anciens dans des conditions décentes avant l'épuisement...

Aux USA, grève généralisée chez General Motors

Ce lundi, près de 50 000 salariés de General Motors entament leur 4ème semaine de grève aux États-Unis. Si la liste des revendications est longue et que le syndicat UAW négocie ses propres avantages, la principale préoccupation des travailleurs est la lutte contre la précarité et les différences de salaire entre ouvriers « permanents » et « temporaires » (qui restent parfois des années mais sont moins payés). Une situation qu'on connaît aussi ici avec le recours à la sous-traitance pour nous diviser et faire des économies sur le dos des prestataires. La grève à General Motors paralyse toute la production et coûterait jusqu'à 100 millions par jour aux patrons.

À quand la réplique de ce côté de l'Atlantique ?

Lubrizon : patrons coupables, gouvernement complice

L'accident industriel de Lubrizon est le plus important en France depuis celui d'AZF en 2001. Pas de morts... pour l'instant... On découvre aujourd'hui qu'une bonne partie des produits partis en fumée étaient stockés sur un site voisin, sans qu'on sache lesquels ! L'usine était classée « Seveso seuil haut », mais les sirènes n'ont alerté la population que 4h après le début de l'incendie. En 2013, il y avait déjà eu une fuite de gaz toxique et un déversement d'huile dans le réseau d'eaux pluviales. L'entreprise avait écopé d'une amende de...4 000 € !

Des suies toxiques jusqu'en Belgique, des habitants pris de vomissements, mais les autorités affirment qu'il n'y a pas de « dangerosité particulière ». La priorité des capitalistes, c'est le profit, pas la sécurité. Il est grand temps que les travailleurs des entreprises et la population puissent contrôler ce qui est produit et comment, en supprimant les « secrets » industriels ou commerciaux qui sont d'abord là pour permettre aux patrons d'agir sans contrôle.

Les milliers d'habitants qui ont manifesté pour exiger la transparence ont raison de se méfier de ce gouvernement au service des capitalistes.